

# **Pour le droit à la retraite et contre les violences d'Etat, Assez des violences policières et des arrestations abusives ! Défendons le droit de manifestation et la liberté d'expression !**

Le 5 mai 2023

Lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai, à Bordeaux, la police a coupé la fin du cortège, nassé et chargé brutalement les manifestants, pour arrêter puis placer en garde à vue 23 jeunes. Le lendemain, elle a chargé brutalement le rassemblement pacifique réclamant la libération des jeunes arrêté.e.s la veille, n'hésitant pas à user de gaz lacrymogènes à bout portant et arrêtant 5 autres jeunes.

La police a dû libérer sans charges et sans suites la plupart des gardé.e.s à vue du 1<sup>er</sup> mai, à l'issue de l'approche du temps maximum de 48 h. C'est bien la preuve que ces arrestations sont arbitraires, comme l'a constaté dans son rapport l'Observatoire girondin des Libertés publiques qui relève aussi que le maintien une heure et demi dans la nasse était injustifié.

Les charges retenues contre les trois étudiant.e.s, un lycéen et une jeune travailleuse, brutalement arrêté.e.s le 2 mai alors qu'ils participaient au rassemblement pour la libération de leurs camarades, sont totalement injustifiées. Trois sont accusé.e.s d'outrage à agent pour avoir soi-disant scandé des slogans contre la police et passeront en procès le 27 octobre. Jusqu'à leur jugement, ils sont placé.e.s sous contrôle judiciaire avec interdiction totale de manifester en Gironde. De même, une jeune salariée écope de 1400 € d'amende et 8 mois de sursis, assorti de 5 ans de mise à l'épreuve.

Des décisions extrêmement lourdes, qui visent particulièrement la jeunesse et dont l'objectif est d'intimider, de faire peur, de museler la contestation. C'est une grave entrave au droit d'expression et de manifestation.

Macron et son gouvernement, Darmanin ont imposé l'adoption de leur loi contre nos retraites malgré les grèves et les manifestations, un mouvement inédit et massif, qu'ils voudraient museler. Complètement isolés dans l'opinion, dans la population, ils n'ont pas d'autre réponse au large mouvement social qui dure depuis plus de trois mois que le mépris et la provocation, qu'une répression brutale qui fait des blessés, des mutilés, des arrestations qu'ils ne peuvent pas justifier. Ils cherchent à criminaliser le mouvement social, toujours largement soutenu par la majorité de la population.

Nous ne nous laisserons pas « apaiser ».

Contre les violences policières, l'arbitraire de la répression, pour l'annulation de toutes les charges retenues contre les jeunes gardé.e.s à vue, les organisations signataires appellent à :

## **Rassemblement Mardi 9 mai à 18 h sur le Parvis des droits de l'Homme**

---

### **Premiers signataires :**

Collectif de Bassens, Collectif Rive Droite, Collectif Bordeaux Centre, Collectif Retraite Médoc, Collectif des Luttes Sociales de Haute Gironde, Collectif des salarié.e.s en lutte du Planning Familial de la Gironde, Collages Féministes Bordeaux, CLAP, Jaunes etc, AC ! Gironde, DAL33, CGT Educ'action 33, CGT enseignement privé, Sud Education Aquitaine, Sud CT 33, Sud PTT 33, Voix Lycéenne, France Insoumise 33, NPA 33, NPA Jeunes, POID 33...